

Les entreprises de moins en moins compétitives

LUXEMBOURG - L'UEL
(Union des entreprises luxembourgeoises) plaide pour la fin de la politique d'indexation en général.

«Avec une croissance en berne, un taux de chômage de 6,9 % et une dette publique qui atteignait 20,8 % du PIB en 2012, les voyants sont au rouge en termes de compétitivité des entreprises au Luxembourg», constate Nicolas Soisson, président du groupe de travail Ecofin de l'Union des entreprises luxembourgeoises. Encore 5^e en 2008 du «World Competitiveness yearbook» qui classe la compétitivité des pays, le Luxembourg est 13^e en 2013.

Pour l'UEL, qui présentait hier l'annuaire de la compétitivité 2013, l'évolution des



De g. à d., N. Henckes, secrétaire général, N. Soisson, président du groupe de travail Ecofin et C. Thelen, du comité de direction de l'UEL.

coûts plus importante que chez les voisins ne risque pas d'arranger cette situation. Ainsi, l'inflation devrait être de 1,9 % cette année au

Luxembourg, contre 1,2 % en France et 1,3 % en Belgique. Afin de relancer la compétitivité des entreprises, l'UEL milite donc pour la fin de la

politique d'indexation. «Il faudrait aussi alléger les charges qui pèsent sur les entreprises. Et mieux faire fonctionner le marché de l'emploi», résume Nicolas Soisson. Dans la ligne de mire de l'UEL, les politiques d'éducation et de formation. «Les dépenses annuelles pour un étudiant dépassent 31 000 euros, soit deux fois plus que la moyenne européenne. Mais le système est un des moins performants», illustre Nicolas Soisson.

Selon des données du Forum économique mondial, les entreprises luxembourgeoises classent cette année le défaut de qualification des salariés au deuxième rang des principales difficultés pour le développement d'activités au Luxembourg, derrière les problèmes de réglementation.

Thomas Holzer